

Place d'exception et démocratie¹

Jean-Pierre Lebrun

Je vais commencer par reprendre deux, trois points très simples pour essayer de revenir sur cette question de l'exception et de l'idéal démocratique qui était l'enjeu du texte avec lequel Pierre Marchal a lancé le débat. Ce n'est donc pas si mal, dans ces journées, de rappeler ce qu'est la démocratie. Alors, je le dirai tout simplement – je ne vois pas pourquoi il faut chercher midi à quatorze heures pour dire les choses – la démocratie, c'est l'organisation du collectif quand nous sommes convaincus, quand nous avons pris les conséquences de ce qu'il ne fallait pas attendre d'ailleurs que nous vienne le programme de ce qu'il faut faire. Voilà, c'est tout. Autrement dit, c'est nous-mêmes qui allons décider de ce que nous allons faire. En arriver à une telle conception, cela a pris du temps, ce n'est pas du tout quelque chose de simple. Ce n'est donc plus une hétéronomie : c'est par nous mêmes, comme autonomes, qu'il faut nous organiser.

Virtuellement qui pour ne pas se réjouir d'un tel programme ? Mais concrètement ce n'est pas si simple ! Il y a en effet assez de témoignages de toutes parts et des plus sérieux pour montrer que ce n'est pas évident de passer d'un système où la vérité, l'orientation, le contenu de ce qu'il faut organiser vient de l'extérieur à un système où il est nécessaire de l'organiser de l'intérieur. Ceci est précisément

1. Il a été laissé à cette intervention son caractère oral. Il faut préciser que son contenu sera complètement repris dans un ouvrage à paraître en novembre 2008, *Clinique de l'institution, ce que la psychanalyse peut pour la vie collective*, aux éditions Erès.

corrélé à la place d'exception, hier occupée par Dieu, à cette place de ce que Vincent Descombes appelait précisément « l'exception des exceptions ». Cela dit bien où en sont les choses. La démocratie, c'est quand même la fin du modèle social de la religion. C'est en tout cas comme ça que, dans la suite du travail de Gauchet et d'autres - il n'est pas le seul - on peut lire les choses : il n'y a plus Dieu, le théologico-politique à partir duquel les choses se décident ; en revanche, nous allons nous organiser nous-mêmes.

Vous voyez tout de suite la difficulté, puisque, si c'est nous qui mettons désormais les choses en place, au nom de quoi est-ce que nous allons faire prévaloir ce « nous » que nous devons mettre en place ? Comment arriver à introduire, à institutionnaliser sa légitimité ? Quand celle-ci était corrélée à la place de Dieu, c'était relativement facile : il s'agissait de toujours pouvoir s'y référer. Mais si nous ne disposons plus de cette place, comment faisons-nous ? Cela paraît une question anodine, mais si vous lisez les deux derniers livres de Gauchet – par exemple, le premier des quatre livres qui sont annoncés – sur l'évolution de la démocratie, vous allez voir – je trouve ça d'une analyse extrêmement fine – tous les processus à l'oeuvre pour essayer d'élaborer une légitimité, pour arriver à donner à la décision qui vient de l'intérieur, de l'entre-nous, une vraie légitimité, aussi consistante que celle qui était acquise par le fait qu'on s'en référait à une autorité extérieure, à l'autorité de Dieu, directement ou indirectement. Cela a demandé et demande encore un vrai travail, un énorme travail de mettre en place la démocratie.

Il semble bien que ce n'est que très récemment que nous soyons arrivés à ce que cette conception-là, on l'ait chacun à l'intérieur de la tête, en tout cas dans nos démocraties occidentales. Plus personne ne pense dans nos sociétés que Dieu va venir régler quoi que ce soit. Le problème est donc devenu immense. Et je trouve qu'il est bien résumé dans un propos de Marcel Gauchet lorsqu'il dit :

« Le triomphe sans partage de la démocratie représente l'aboutissement d'un long parcours. Il y a derrière cinq siècles de lente construction d'un monde marchant au rebours de ce qui fut depuis toujours la règle constitutive des communautés humaines : la soumission à plus haut qu'elles. Nous voici cette fois pour de bon face à nous-mêmes, dégagés de quelque reliquat que ce soit de ce passé de dépossession. Sauf que l'apothéose du principe ne nous livre pas les instruments de la mise en œuvre ; elle nous les dérobe au contraire. »²

Je trouve cela très bien résumé : au fond, le principe est admis. C'est clair. Mais comment est-ce que, de ce fait, on fait ? C'est tout le travail que nous avons

2. M. Gauchet, *La révolution moderne, L'avènement de la démocratie*, tome I, Paris, Gallimard, 2007, p. 23.

à faire comme participant à la démocratie et nous avons à le faire sans aucun doute pour la première fois – ce que Gauchet appelle la deuxième crise de croissance de la démocratie – d'une telle façon que chacun en ait conscience. Et comme il le dit bien, non seulement on n'a pas les instruments, mais pire, on nous les a dérobés, puisque la façon même dont se transmettait, dans le modèle d'hier, ce qui venait d'en haut, de l'extérieur, s'est trouvé petit à petit périmé, épuisé dans son fonctionnement, puisque ce n'est plus comme cela que les choses sont régies.

Et donc, nous ne pouvons plus profiter des figures spontanément reconnues dans le modèle ancien qui se sont transmises de génération en génération ; nous avons épuisé ce recours-là. Nous en sommes revenus à ce que chacun fonctionne en devant se poser la question : comment allons-nous fonctionner ensemble ? Et au nom de quoi, au nom de qui est-ce que certains auraient l'autorité sur d'autres ? Ou, encore autrement dit, la place d'exception, qui était celle occupée par Dieu, est devenue pour certains une place vide, mais est toujours une place, alors que pour d'autres, ils s'en croient purement et simplement débarrassés.

L'enjeu est donc important et ceci n'est pas qu'une épine irritative de la démocratie. C'est un véritable enjeu car les conséquences de ce changement, c'est que l'arrière-fond dans lequel nous fonctionnons, c'est plutôt celui d'une récusation spontanée de ce qui fait place d'exception dans la mesure même où sa seule existence viendrait contredire l'évolution et les acquis de la démocratie que nous aurions conquis.

La question n'est donc pas de savoir s'il faut par exemple remplacer le terme d'autorité, contrairement à ce que disait Patrick De Neuter hier. Parce que s'il n'y a plus d'autorité telle que certains la voudraient, - certains regrettent celle d'hier - ce n'est pas parce que l'autorité a en soi disparu, c'est parce que la légitimité de pouvoir s'y adosser a disparu. La place à partir de laquelle on peut exercer une autorité ne fonctionne plus spontanément. Et donc, du coup, on est en difficulté. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'autorité. Mais il faut savoir comment la refaire fonctionner. Entre nous soit dit, Anne Joos me le rappelait tout à l'heure, ça vaut pour le transfert. Puisque, spontanément, cette place dissymétrique qui indique le lieu d'adresse du transfert est dans le même mouvement désactivée, et tu rappelais tout à fait à juste titre, moi je suis d'accord avec ça, que c'est la raison pour laquelle, sans aucun doute, aujourd'hui, on a bien souvent un travail préliminaire à faire pour que cette place ré-émerge. Ce n'est pas qu'elle a disparu. Je me ferais mal comprendre si je disais qu'elle n'existe plus. Mais dans la perception immédiate qu'on peut en avoir, c'est comme si elle n'avait plus de consistance. Et donc, du coup, on se retrouve tous en quelque sorte orphelins... Bon. Mais il y a pire, comme conséquences. Je trouve que c'est pas mal dit dans l'ouvrage de Pascal Michon, *Les rythmes du politique*. L'auteur fait remarquer ceci :

« Quand Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Michel Foucault ou Gilles Deleuze

insistaient sur l'aspect arbitraire de toute affirmation de valeur, c'était pour lutter contre des éthiques unifiantes, normalisantes, souvent autoritaires - celles de l'humanisme, de l'existentialisme, de l'historicisme et du marxisme - qui laissaient très peu de place à la multiplicité des valeurs. Lorsqu'ils refusaient de s'engager dans la construction de projets, leur objectif principal était de déjouer l'autoritarisme potentiel de tout positionnement éthique et politique positif. Consciente des catastrophes que la raison instrumentale avait engendrées au cours du vingtième siècle et préoccupée par la persistance d'un immense bloc totalitaire, la pensée critique ne pouvait être que déconstructrice et devait se refuser, afin de laisser à chacun la liberté de produire ses propres projets, de proposer quoi que ce soit qui dépasse le niveau de l'action des individus sur eux-mêmes. (...) Le problème est que cette défiance envers les capacités constructrices de la raison, jadis motivée, pose désormais plus de problèmes qu'elle n'en résout. La négativité extrême reproduite, sans distance critique, par les disciples est en effet aujourd'hui conforme au fonctionnement du monde contemporain. Le nouvel "ordre" qui s'est imposé au cours de ces vingt-cinq dernières années s'exerce par l'établissement d'un désordre permanent dont l'un des moteurs principaux est politique d'hier comme des recettes qui ne demanderaient aucune transformation alors que tous les ingrédients dont ils disposent ont changé. Ils ne se sont pas encore aperçu ou ne veulent pas voir que le monde dans lequel nous vivons est d'une nature totalement différente de celui qui motivait les attaques de leurs prédécesseurs. »³

Que voilà, selon nous, les choses bien dites ! C'est qu'en une trentaine d'année, tout un appareil critique qui s'adressait aux restes d'une autorité théologique, se trouve en fait aujourd'hui devenu, à son insu, au service d'un pouvoir qui vise uniquement à la déconstruction systématique. C'est dans un tel contexte qu'il devient important de rappeler qu'il ne suffit pas de déconstruire, il faut encore et même d'urgence penser comment construire en tenant compte de l'expérience de ce qui nous a précédés.

Autre point. Cela rejoint cette idée de ce que la démocratie, comme dit Gauchet, a réussi et de ce fait, se retourne contre elle-même. Elle a donc fait disparaître Dieu dans nos esprits au quotidien, entendez aussi la place de Dieu, la place d'exception, et comme il le dit d'une manière très pertinente en une phrase : *ce ne sont plus (dès lors) les délires du pouvoir que nous avons à craindre, ce sont les ravages de l'impouvoir*⁴. Ce n'est pas pour rien, d'ailleurs, qu'il utilise le terme de ravage ; ça

3. P. Michon, *Les rythmes du politique, démocratie et capitalisme mondialisé*, Paris, Prairies Ordinaires, 2007, p. 17.

4. M. Gauchet, op. cit., p. 32.

doit nous évoquer, à nous, quelque chose⁵.

Enfin. Cela veut encore dire qu'on ne sait plus comment s'exerce la prévalence du collectif ; il faut quand même bien se rappeler que depuis que le monde est le monde humain, le collectif a systématiquement et spontanément toujours prévalu sur le sujet individuel. Or, c'est même un petit quelque chose que l'on retrouve chez Freud, parce qu'il dit : « La vie en commun des hommes – extrait de *Malaise dans la culture* – n'est rendue possible que si se trouve réunie une majorité qui est plus forte que chaque individu et qui garde sa cohésion face à chaque individu. La puissance de cette communauté s'oppose alors en tant que droit à la puissance de l'individu, qui est condamnée en tant que violence brute. Ce remplacement de la puissance de l'individu par celle de la communauté est le pas culturel décisif. » C'est très clairement dit chez Freud. Le collectif prime sur l'individu. Faute de quoi, on ne s'en sort pas. Le fait que le collectif prime sur l'individu ne veut pas dire que l'individu n'ait plus sa place. C'était certainement le cas mais à l'inverse, c'est le grand progrès acquis par la démocratie, c'est comme ça, en tout cas, que je le dirais : pour la première fois, on a un collectif qui donne de la place au trajet singulier d'un chacun, qui permet à chacun de trouver sa voie propre. C'est là incontestablement un énorme progrès. Mais à la condition que l'on continue – et c'est là que se trouve la difficulté – à faire prévaloir le collectif sur l'individu, ne fût ce que pour garantir à chacun la possibilité de son trajet individuel. Sinon, paradoxalement, c'est scier la branche sur laquelle on est assis. C'est ruiner la possibilité de tout trajet singulier. Et cela, pour deux raisons. La première, c'est que si vous vous débarrassez de cette place d'exception, cette place qui va aussi justifier, légitimer toute une hiérarchie, la hiérarchie n'ayant d'autre objectif que de faire précisément entendre qu'il y a prévalence du collectif sur l'individu – c'est pas plus que ça – si vous enlevez cela, d'une part, le collectif ne peut plus fonctionner et, d'autre part, en prime, c'est la singularité qui se retrouve mise à mal. Car celle-ci a besoin de pouvoir s'excepter pour se constituer et donc de pouvoir prendre appui sur au-moins-une exception qui a fonctionné et qui a inscrit ce possible pour elle. On va y revenir plus loin.

En quoi, justement, est-ce que ceci concerne la psychanalyse ? Mais je vais dire ceci : prosaïquement, d'abord, ça m'a personnellement toujours aidé pour comprendre, pour lire et même pour intervenir là où je trouve qu'on a affaire à des difficultés du type de celle que je viens d'indiquer, autrement dit du côté des conséquences où nous avons basculé aujourd'hui. Ensuite, théoriquement – quand

5. Le mot de *ravage* renvoie à ce que Lacan désignait par là : le fait qu'est chez la femme, pour la plupart, le rapport à sa mère, d'où elle semble bien attendre comme femme plus de subsistance que de son père (J. Lacan, *L'étourdit*, in *Scilicet*, n°4, Seuil, 1973, p. 21).

même ! – cette question de l'exception, qu'est-ce que c'est, au fond ? On peut se demander, pour aller vite, bien sûr, je ne vais pas être ici très pointu sur la question, mais je vais quand même vous rappeler qu'il n'y a pas moyen de ne pas tenir compte – il me semble que c'est ça que la psychanalyse dégage – de ce que nous sommes des êtres parlants. Si tant est que ceci porte à conséquences, il s'en suit qu'il faut qu'on reconnaisse le trou. Et que pour arriver à inscrire ce trou, le signifiant qui le met en place continue à en garder la trace ; il n'est de ce fait pas tout à fait à la même place que l'ensemble des autres signifiants. Le signifiant qui borde le trou n'est pas au même endroit que l'ensemble des signifiants. Vous pouvez appeler cela le « signifiant maître » ou le phallus, comme vous le voulez, peu importe, mais c'est incontournable. Puisque dès qu'il y a prise dans la parole, il y a inscription d'une dissymétrie des places avec laquelle il faudra faire. Donc, je dirais que finalement, cette place d'exception, je peux très bien la lire comme la trace du prix que chaque sujet paie au fait de parler.

Et c'est pour ça qu'on le retrouve dans des disciplines qui n'ont rien à voir avec la psychanalyse, que ce soient les mathématiques ou ailleurs, partout un tel signifiant vient nous rappeler le trou, le vide. Enfin, autre point encore pour lequel, cette référence à la psychanalyse m'a quand même aidé, c'est que cela permet de rendre compte des difficultés dans lesquelles pas mal de groupes ou d'institutions se trouvent. Je me suis toujours intéressé au fonctionnement des équipes – autrement dit de la vie collective – et je trouve que c'est très typique d'être appelé à intervenir dans une équipe dont le modèle est très souvent à peu près celui-ci : bien que certains aient la légitimité d'être en place de direction, je veux dire par là qu'ils sont reconnus par des instances extérieures, un conseil d'administration par exemple, il arrive très souvent que ces gens-là, soit pour des raisons privées, ce qui peut toujours arriver, mais aussi pour des raisons que je n'estime pas relever du privé, ne se trouvent pas en mesure de mordre sur le contenu concret du fonctionnement de l'institution.

Et si le directeur ne se trouve pas en mesure d'intervenir d'une façon quelconque dans le fonctionnement du collectif, c'est souvent parce qu'il se trouve comme spontanément et immédiatement récusé dans cette possibilité, sauf pour ce qui est de garantir la dimension de référence par rapport à l'extérieur que le conseil d'administration ou que les autorités de tutelle exigent, par exemple. Pour l'extérieur, il dirige... mais à l'intérieur, il est satellisé ! Ce qui veut dire qu'on admet qu'il soit là pour justifier qu'il y ait des salaires mais que quand il s'agit d'intervenir concrètement dans la vie du collectif, il se heurte à une sorte de stratégie collective des hérissons qui fait qu'il est impossible pour cette personne d'intervenir vraiment. Et qu'en même temps, quand on va un peu plus loin dans le dépliement de ce fonctionnement collectif, on s'aperçoit bien qu'à l'intérieur de ce fonctionnement, quand quelqu'un a une initiative quelconque, il se voit tout

aussitôt barré par un autre qui a lui aussi une initiative qu'il peut proposer comme opposée ou inverse ; ceci fait qu'on passe un temps fou à s'annuler les uns les autres, avec un effet tout à fait désagréable et lourd de conséquences qui est celui – bien connu, d'ailleurs – qui s'appelle le *burn out* des équipes. Parce qu'évidemment, quand vous vous êtes engagé, parce qu'en général ce sont des équipes où les gens s'engagent, ce ne sont pas des équipes qui travaillent à la chaîne, comme dans une usine de voitures, ce sont quand même des gens qui s'investissent dans leur travail, mais lorsqu'ils rencontrent, à chaque initiative qu'ils prennent, le barrage de l'autre, qui intervient non pas en tant qu'autorité à leur égard, mais en tant que soi-disant altérité, mais qui en fait ne fait que s'opposer d'emblée à ce qu'ils proposent, leur désir s'épuise... Puisqu'on ne sait plus au nom de quoi il peut y avoir prévalence, puisque la place d'exception, occupée en général par la direction, ne peut pas intervenir pour tout ce qui est du contenu du travail, mais uniquement pour ce qui est des garanties qu'elle doit donner à l'extérieur, il s'en suit un abandon de l'investissement.

Alors, l'expérience que j'ai, c'est que, travaillant cela dans ces équipes, ça prend parfois beaucoup de temps pour que, via toute une série de mécanismes – je ne vais pas développer ça ici – on peut quand même essayer de relégitimer une direction, aussi bien que montrer les impasses dans lesquelles on se trouve à fonctionner comme ça, en débusquant le poids des rivalités intersubjectives, en refaisant une généalogie de l'institution... ; eh bien, une fois que les gens acceptent de redonner une place correcte à ce qui s'appelle « place d'exception », moyennant quoi on peut aussi accepter que quelqu'un s'y engage avec sa singularité, c'est-à-dire d'une façon telle qu'il est, à tous les coups, sûr de rater son affaire. Soyons clair. Il n'y a pas moyen d'engager sa singularité à cette place d'une manière garantie ; ça se saurait !

Si on ne repère pas bien cette mécanique, on met quelqu'un à cette place-là : il y engage sa singularité, mais dès que son engagement atteste qu'il a fait une erreur ou qu'il n'est pas adéquat, on peut le récuser. Vous voyez bien comment ceci ne peut qu'amener une sorte d'épuisement des forces d'investissement qui fait que, du coup, on est complètement mis à mal dans ce type de fonctionnement. Ce qui m'intéresse, si vous le permettez, dans ce fonctionnement des équipes aujourd'hui, c'est que c'est le modèle même de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le projet collectif.